
Rapport du Président**Proposition de prêt****République de l'Inde****Autonomisation et amélioration des moyens
d'existence des groupes tribaux particulièrement
vulnérables dans l'État d'Odisha (OPELIP-II)**Numéro du programme: 2000003881

Cote du document: EB 2024/143/R.2/Rev.1

Point de l'ordre du jour: 7 d) i) a)

Date: 12 décembre 2024

Distribution: Publique

Original: Anglais

POUR: APPROBATION**Mesures à prendre:** Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation telle qu'elle figure au paragraphe 58.

Questions techniques:**Reehana Raza**

Directrice régionale

Division Asie et Pacifique

courriel: r.raza@ifad.org

Ulaş Demirag

Directeur de pays

Division Asie et Pacifique

courriel: u.demirag@ifad.org

Table des matières

Carte de la zone du programme	ii
Résumé du financement	iii
I. Contexte	1
A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA	1
B. Enseignements à retenir	3
II. Description du programme	4
A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles	4
B. Composantes, résultats et activités	4
C. Théorie du changement	5
D. Alignement, appropriation et partenariats	5
E. Coût, avantages et financement	6
III. Gestion des risques	11
A. Risques et mesures d'atténuation	11
B. Catégorie environnementale et sociale	12
C. Classement au regard des risques climatiques	12
D. Soutenabilité de la dette	12
IV. Exécution	12
A. Cadre organisationnel	12
B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication	14
V. Instruments et pouvoirs juridiques	15
VI. Recommandation	15

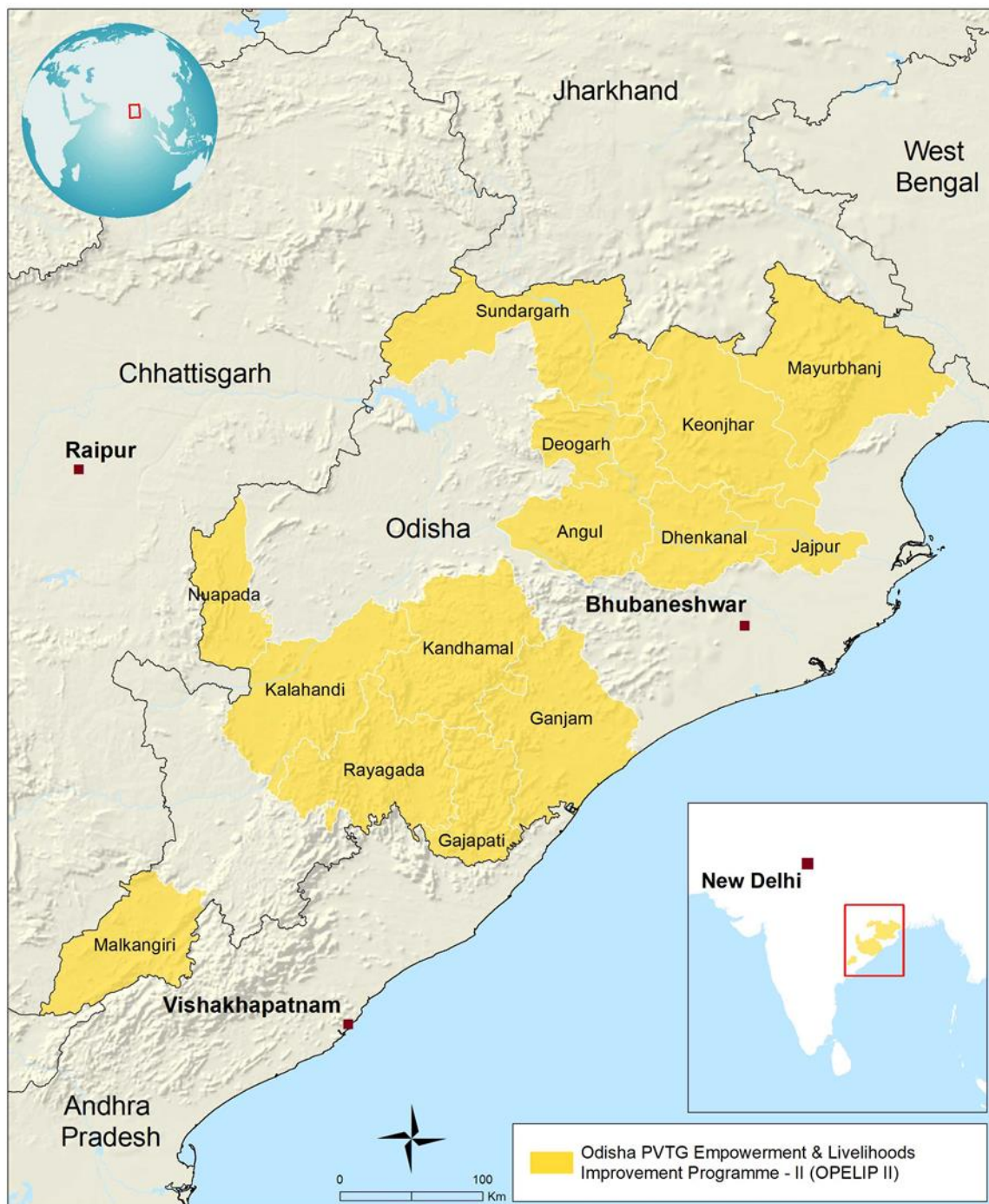
Appendices

- I. Negotiated financing agreement
- II. Logical framework
- III. Integrated programme risk matrix

Équipe d'exécution du programme

Directrice régionale:	Reehana Raza
Directeur de pays:	Ulaş Demirag
Responsable technique:	Elizabeth Ssendiwala
Responsable des finances:	Norpulat Daniyarov
Spécialiste climat et environnement:	Ilaria Firmian
Juriste:	Itziar Miren Villanueva Garcia

Carte de la zone du programme



Les appellations employées et la présentation des données n'expriment aucune position particulière du FIDA quant au tracé des frontières ou limites ni aux autorités concernées.
Carte établie par le FIDA | 24/10/2023

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	Gouvernement de l'Odisha, Inde
Organisme d'exécution:	Département du développement des tribus répertoriées et des castes répertoriées
Coût total du programme:	284,2 millions d'USD
Montant du prêt A du FIDA [au titre du Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP)]:	61,33 millions d'USD
Conditions du prêt A du FIDA (SAFP):	Conditions ordinaires: 17,5 ans, y compris un différé d'amortissement de 5,5 ans, à un taux d'intérêt correspondant au taux de référence du FIDA et incluant la marge variable
Montant du prêt B du FIDA [au titre du Mécanisme d'accès aux ressources empruntées (MARE)]:	25,0 millions d'USD
Conditions du prêt B du FIDA (MARE):	Conditions ordinaires: 17,5 ans, y compris un différé d'amortissement de 5,5 ans, à un taux d'intérêt correspondant au taux de référence du FIDA et incluant la marge variable
Cofinanceurs:	Institutions financières formellement établies dans le pays, bénéficiaires; convergence avec les programmes publics et avec le Gouvernement de l'Odisha
Montant du cofinancement:	Institutions financières formellement établies: 25,0 millions d'USD Convergence: 68,3 millions d'USD
Conditions du cofinancement:	À déterminer
Contribution de l'emprunteur:	88,3 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	16,3 millions d'USD
Montant du financement climatique apporté par le FIDA:	41,3 millions d'USD
Institution coopérante:	FIDA

I. Contexte

A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA

Contexte national

1. L'Inde est l'une des économies mondiales les plus dynamiques, dont la croissance, malgré les chocs majeurs subis par le pays ces derniers temps, devrait atteindre un taux de 6,5 à 7,0% en 2023, comme avant la pandémie. L'Inde a réalisé des progrès considérables en matière de lutte contre la pauvreté multidimensionnelle: le nombre de personnes touchées a diminué de moitié au cours de la période 2005-2016, et de 135 millions de personnes entre 2015 et 2016 et entre 2019 et 2020. Cependant, 364 millions de personnes continuent de vivre dans la pauvreté, ce qui constitue le chiffre le plus élevé dans le monde. La situation a été aggravée par la pandémie de COVID-19 et exige des efforts continus et plus audacieux pour maintenir les progrès accomplis dans la réduction de la pauvreté.
2. Situé sur la côte orientale du pays, l'État d'Odisha est, en superficie, le dixième État indien. Bien que l'économie de cet État ne soit plus essentiellement agricole, l'agriculture reste un secteur clé puisqu'elle emploie, avec les secteurs connexes, 46,8% de la main-d'œuvre. La diversité des conditions agroclimatiques de l'Odisha est propice à la culture d'un large éventail de produits. Si le riz est la denrée de base de l'État, et sa culture très répandue sur tout le territoire, l'Odisha produit également plusieurs légumineuses et oléagineux ainsi que divers légumes, fruits et cultures commerciales.
3. Le secteur agricole, qui représentait 22,5% de la valeur ajoutée brute de l'État en 2022-2023, devrait afficher une croissance de 6% en 2022-2023 (en termes réels), nettement supérieure à celle du pays (3,5%).
4. Le Gouvernement indien applique une approche plurielle¹ pour s'attaquer à la pauvreté au sein du groupe cible et a récemment annoncé le lancement de la mission Pradhan Mantri pour le développement des groupes tribaux particulièrement vulnérables (GTPV)², dont l'objectif est de stimuler de manière globale le développement socioéconomique des communautés tribales tout en préservant leur culture et leur patrimoine, par l'adoption d'une approche de développement de l'habitat pour pallier les lacunes importantes en matière de développement.

Aspects particuliers relatifs aux thématiques transversales prioritaires du FIDA

5. **Groupes tribaux.** D'après le recensement de 2011, les tribus répertoriées représentent 8,6% de la population indienne et l'Odisha enregistre la troisième concentration, en importance, de populations tribales du pays (22,85% de sa population). Les GTPV font partie des tribus répertoriées. En 2011, le taux de pauvreté dans les tribus répertoriées vivant dans les zones rurales de l'Odisha était de 63,5%³. Le taux d'alphabétisme des GTPV dans l'État d'Odisha (31,55%) est inférieur à celui des tribus répertoriées (52,24%); il est également moins élevé que la moyenne nationale (72,87%). Les tribus répertoriées ne sont pas homogènes: elles vivent dans divers environnements et présentent des différences s'agissant de leurs moyens d'existence, de leurs croyances religieuses et de leurs pratiques culturelles⁴.

¹ <https://pib.gov.in/Pressreleaseshare.aspx?PRID=1525197>.

² *Ibid.* et <https://pib.gov.in/PressReleasePage.aspx?PRID=1895298>.

³ https://repository.tribal.gov.in/bitstream/123456789/73865/1/SCST_2019_research_0069.pdf.

⁴ Mitra, Aparna. 2008. « The status of women among the scheduled tribes in India », <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S1053535707001254>.

6. **Nutrition.** En Inde, parmi les enfants de moins de 5 ans, 34,7%⁵ continuent de présenter un retard de croissance et 17,3% souffrent d'émaciation, deux chiffres supérieurs à la moyenne asiatique (21,8% et 8,9% respectivement). L'enquête nationale sur la santé des familles de l'État (2019-2021) indique que 31% des enfants de moins de 5 ans souffrent d'un retard de croissance, la préoccupation la plus urgente étant la faible proportion d'enfants âgés de 6 à 23 mois (20%, selon les dernières données) recevant l'apport alimentaire minimum acceptable.
7. **Femmes et jeunes des groupes tribaux.** Les femmes jouent un rôle essentiel dans la conservation et la transmission des savoirs tribaux traditionnels. Or, elles sont confrontées à de nombreux défis en matière d'éducation, de santé et de droits économiques et sociaux. Selon le rapport de l'Institut de recherche et de formation sur les castes et tribus répertoriées relatif à la santé des GTPV, publié en 2015, 38% des femmes en âge de procréer (15-49 ans) souffraient d'insuffisance pondérale, 3% d'anémie sévère, 22% d'anémie modérée et 29% d'anémie légère.
8. **Jeunesse.** La population de l'Inde est la plus jeune au monde, une personne sur quatre étant âgée de 15 à 29 ans⁶. Les GTPV se distinguent du reste de la société, les jeunes représentant environ 18% de la population totale de ce groupe, proportion qui s'explique par le taux de natalité et les migrations. Les jeunes appartenant à des GTPV sont souvent vulnérables aux conditionnements sociaux préjudiciables ou contraints d'accepter des emplois peu qualifiés et mal rémunérés pour subvenir aux besoins de leur famille.
9. **Changements climatiques.** Les changements climatiques risquent de s'accompagner d'effets néfastes sur l'agriculture dans l'État d'Odisha. D'après les projections, la situation dans les zones plus sèches et exposées aux inondations devrait empirer et exposer les petits exploitants agricoles à un risque plus important de perdre leurs récoltes, ce qui aggravera la vulnérabilité des GTPV face à ces menaces.
10. Conformément aux engagements en matière de transversalisation, le programme a été validé comme:
 - ☐ tenant compte des enjeux nutritionnels;
 - ☐ ciblant en priorité les peuples autochtones;
 - ☐ incluant des activités relatives à la capacité d'adaptation.

Justification de l'intervention du FIDA

11. Parmi les groupes de population touchés par la pauvreté multidimensionnelle en Inde, les GTPV sont les plus marginalisés et les plus vulnérables⁷. Ils vivent dans des régions isolées et disposent souvent d'un faible capital humain et d'un accès limité aux services. Treize des 75 GTPV vivent dans l'Odisha, ce qui en fait l'État qui en compte le plus en Inde. Conformément à l'engagement du Gouvernement indien de « ne laisser personne de côté » et de promouvoir le développement tribal dans le pays, le Gouvernement de l'Odisha souhaite renforcer le soutien apporté à ces groupes en collaborant de manière stratégique avec le FIDA.

⁵ Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. 2022 *Global Nutrition Report: Stronger commitments for greater action (Rapport sur la nutrition mondiale: des engagements plus forts pour une action plus efficace)* (2022).

⁶ Conformément à la Politique nationale de la jeunesse (2014) et au projet de nouvelle politique (2021), on entend par « jeunes » les personnes âgées de 15 à 29 ans.

⁷ Programme des Nations Unies pour le développement. 2022. *Rapport sur le développement humain 2021/2022 – Temps incertains, vies bouleversées: façonner notre avenir dans un monde en mutation*, hdr2021-22pdf_1.pdf (undp.org).

12. Dans le cadre de ses précédents investissements dans l'Odisha [Programme d'autonomisation et de promotion des moyens de subsistance des populations tribales de l'Orissa (OTELP) et Programme d'autonomisation et d'amélioration des moyens de subsistance des groupes tribaux particulièrement vulnérables dans l'État d'Odisha (OPELIP)], le FIDA a adopté une orientation stratégique privilégiant une approche de développement impulsé par les communautés, ascendante et pilotée au niveau local, axée sur l'établissement, le renforcement et l'autonomisation d'institutions à cet échelon. Malgré les résultats obtenus en matière de renforcement de la cohésion sociale au sein de la communauté et la mise en place d'une gouvernance villageoise plus solide, il serait encore possible de faire en sorte que les structures existantes interagissent plus efficacement avec les différents programmes gouvernementaux et utilisent de manière plus optimale les services sociaux et les biens publics.
13. Le FIDA a acquis une vaste expérience en matière de collaboration avec les petits exploitants agricoles et les groupes tribaux pour la promotion de filières agricoles favorables aux pauvres et résilientes face au climat, en Inde et ailleurs. Il s'est en outre pleinement engagé en faveur de l'objectif stratégique du Gouvernement indien de doubler les revenus des agriculteurs, comme le reflète le programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) 2018-2024 pour l'Inde.

B. Enseignements à retenir

14. Les projets les plus récents du FIDA dans l'Odisha (OTELP et OPELIP) ont permis de dégager un certain nombre d'enseignements et de meilleures pratiques qui ont éclairé la définition des priorités du programme OPELIP-II, notamment dans les domaines suivants:
 - i) **La cohésion sociale et la planification ascendante.** Les GTPV se caractérisent par une forte cohésion sociale et par l'existence d'une gouvernance villageoise; il est donc essentiel de fonder le modèle de développement sur ces structures.
 - ii) **La prestation de services communautaires.** Le modèle de prestation de services communautaires exige des ajustements pour encourager les activités orientées vers la demande et la participation effective à la planification des activités.
 - iii) **Le développement impulsé par les communautés.** Dans le cadre des projets de développement impulsé par les communautés soutenus par le FIDA en Inde, la culture et les savoirs autochtones ont été considérés comme des moteurs de changement et de développement.
 - iv) **La réponse aux besoins des GTPV.** Les GTPV se distinguent des autres communautés traditionnelles, et leur autonomisation nécessite un investissement en temps et en ressources suffisant pour renforcer le processus de développement.
 - v) **Les femmes et les jeunes.** Il est essentiel d'être à l'écoute des besoins des femmes et des jeunes des tribus et de leur ouvrir un espace de concertation et de participation à la prise de décision.
 - vi) **La convergence.** Pour répondre aux besoins multiformes des groupes cibles, il est nécessaire de veiller à la convergence des efforts des partenaires institutionnels et des programmes.
 - vii) **Le renforcement des pratiques de culture et d'élevage durables.** L'intensification de l'agriculture durable doit s'accompagner de l'amélioration de la qualité des produits et des processus post-récolte, y compris l'ajout de valeur et la commercialisation.

II. Description du programme

A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles

15. **Objectif.** L'objectif global du programme OPELIP-II est de contribuer à réduire la pauvreté rurale et à améliorer la sécurité nutritionnelle dans les villages des GTPV situés dans l'Odisha. L'objectif de développement du programme est d'aider les ménages à améliorer leurs revenus, leurs pratiques nutritionnelles et leur résilience dans les zones cibles peuplées par des GTPV. Cet objectif sera atteint en favorisant le renforcement des institutions communautaires et de la gouvernance locale des biens publics, des actifs productifs et des ressources naturelles, en améliorant la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages, et en accroissant la productivité agricole, les liens avec les marchés et les revenus.
16. **Zone d'intervention.** Au total, 1 679 villages abritant des GTPV bénéficieront du programme OPELIP-II (541 villages déjà ciblés dans le cadre de la première phase de l'OPELIP et 1 138 nouveaux villages), ainsi que 287 *gram panchayats*, 46 blocs et 14 districts (voir la carte à la page ii).
17. **Groupes cibles et ciblage économique.** Le programme OPELIP-II cible principalement 13 GTPV vivant dans l'Etat d'Odisha. La population totale des villages concernés est constituée de quelque 185 000 ménages, soit environ 833 500 personnes. Ces ménages appartiennent, pour 65 000 d'entre eux, à des GTPV et, pour environ 120 000 autres, à des tribus répertoriées qui ne sont pas des GTPV. Par conséquent, le programme sera entièrement mené en collaboration avec des groupes tribaux. Il bénéficiera à 81% de la population des villages cibles et renforcera les activités des ménages dans la production végétale, l'exploitation de produits forestiers autres que le bois d'œuvre, l'élevage et l'artisanat.

B. Composantes, résultats et activités

18. Le cadre logique du programme OPELIP-II prévoit l'organisation des activités autour de trois composantes techniques principales et d'une quatrième composante transversale qui couvrira la gestion et le suivi-évaluation du programme, et l'apprentissage.
19. **Composante 1: Autonomisation des communautés et renforcement des institutions.** L'objectif est de favoriser le développement autonome des GTPV en donnant à ces communautés les moyens de planifier et de piloter des initiatives de développement et de renforcer les institutions communautaires. La mise en œuvre de cette composante s'articulera autour de deux sous-composantes: la sous-composante 1.1 (Renforcement de la planification du développement impulsé par les communautés) et la sous-composante 1.2 (Amélioration des mécanismes de prestation de services communautaires).
20. **Composante 2: Amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages.** Cette composante s'attaque à la malnutrition en encourageant la communication sur le changement des comportements et l'éducation nutritionnelle, en facilitant l'accès aux droits nutritionnels et en augmentant la disponibilité et la consommation d'aliments diversifiés au moyen de jardins potagers. La mise en œuvre de cette composante s'articulera autour de deux sous-composantes: la sous-composante 2.1 (Changement des comportements et éducation nutritionnelle) et la sous-composante 2.2 (Promotion de la production alimentaire familiale).
21. **Composante 3: Accroissement de la productivité agricole, des liens avec les marchés et des revenus.** Cette composante vise à aider les ménages qui résident dans des villages abritant des GTPV à intensifier et à augmenter durablement la production végétale et animale, tout en accédant à des marchés plus rentables. Elle sera mise en œuvre par l'intermédiaire de la sous-composante 3.1 (Intensification durable de l'élevage et des cultures résilientes face aux changements climatiques), de la sous-composante 3.2

(Commercialisation et ajout de valeur) et de la sous-composante 3.3 (Développement des microentreprises et accès au financement).

C. Théorie du changement

22. Pour relever les principaux défis auxquels les GTPV sont confrontés en matière de développement, l'équipe du programme OPELIP-II conduira des interventions complémentaires conjuguant des actions visant à: i) renforcer les structures communautaires et les mécanismes de prestation, et accroître la sensibilisation et améliorer les connaissances au sujet des services et des programmes d'appui; ii) améliorer les connaissances et favoriser l'adoption de régimes alimentaires sains et sûrs dans le respect du patrimoine alimentaire tribal et de la biodiversité, et augmenter la production alimentaire familiale et l'accès à une alimentation nutritive; iii) pallier les graves insuffisances des infrastructures de gestion des ressources naturelles, promouvoir une agriculture résistante aux aléas climatiques et des pratiques respectueuses de la biodiversité, augmenter la productivité et développer la commercialisation des cultures et de l'élevage et accroître l'accès aux services et au financement. La conception du programme repose sur cinq piliers: a) le soutien au développement impulsé par les communautés et au renforcement des institutions et de la gouvernance; b) la promotion de la nutrition, de l'égalité femmes-hommes, de la jeunesse et de l'inclusion tribale et socioéconomique; c) la promotion de la gestion des ressources naturelles et des pratiques et technologies résistantes aux aléas climatiques; d) l'amélioration de l'accès aux infrastructures de production et de post-production; e) la facilitation de la collaboration avec le secteur privé.

D. Alignement, appropriation et partenariats

23. Le programme contribuera à la réalisation des objectifs de développement durable n^{os} 1 (Pas de pauvreté), 2 (Faim zéro), 5 (Égalité des sexes), 8 (Travail décent et croissance économique), 10 (Réduction des inégalités) et 13 (Lutte contre les changements climatiques). En outre, le Gouvernement de l'Odisha et le FIDA contribueront aux quatre piliers prioritaires (population, prospérité, planète et participation) du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable pour 2023-2027, élaboré en étroite collaboration avec le groupe de réflexion NITI Aayog.
24. Le programme OPELIP-II est cohérent avec l'approche multidimensionnelle adoptée par le Gouvernement indien pour lutter contre la pauvreté ainsi qu'avec les politiques et plans d'action du FIDA en matière d'intégration des questions relatives au genre, à la jeunesse rurale, à la nutrition, à l'environnement et aux changements climatiques; par ailleurs, il s'inscrit en complément de la mission Pradhan Mantri pour le développement des GTPV, dont le lancement a été récemment annoncé par l'Inde. En outre, trois des objectifs du cadre stratégique du FIDA sont au cœur du programme: i) renforcer les capacités productives des populations rurales pauvres; ii) accroître les avantages qu'elles tirent de leur intégration au marché; iii) renforcer la viabilité environnementale et accroître la résilience face aux changements climatiques. Le programme OPELIP-II est conforme au Plan d'action pour la nutrition (2019-2025) du FIDA.
25. Les communautés tribales, et plus particulièrement les GTPV, demeurent au cœur de l'objectif stratégique du Gouvernement de l'Odisha. La décision d'étendre le programme OPELIP aux villages laissés pour compte recensés à mi-parcours de la phase en cours reflète la volonté de renforcer l'autonomisation des GTPV. Par ailleurs, l'accent mis sur le groupe cible est conforme aux priorités stratégiques et a été approuvé par le Gouvernement indien lors de la validation de l'examen des résultats du COSOP qui vient de s'achever.

E. Coût, avantages et financement

26. Les sous-composantes 1.1, 1.2, 2.1, 2.2, 3.1 et 3.2 du programme sont comptabilisées comme des financements de l'action climatique. Conformément aux méthodes des banques multilatérales de développement pour le suivi du financement de l'adaptation aux changements climatiques et de l'atténuation de leurs effets, le montant total du financement alloué par le FIDA à l'action climatique dans le cadre de ce programme est estimé à 41,28 millions d'USD.
27. Le coût total du programme, droits et taxes inclus, est estimé à 284,2 millions d'USD pour les sept années de la période d'exécution. Toutes les estimations de coût sont fondées sur les prix en vigueur dans l'État d'Odisha. Les coûts du programme par composante sont présentés dans le tableau 1.

Tableau 1

Coût du programme par composante et sous-composante et par source de financement

(en milliers d'USD)

<i>Composante/sous-composante</i>	<i>Prêt A du FIDA</i>		<i>Prêt B du FIDA</i>		<i>Autres cofinanceurs</i>		<i>Bénéficiaires</i>		<i>Emprunteur</i>		<i>Total</i>	
	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>
1. Autonomisation des communautés et renforcement des institutions												
1.1. Renforcement de la planification du développement impulsé par les communautés	1 791	50			-	-	-	-	1 791	50	3 581	1,3
1.2. Amélioration des mécanismes de prestation de services communautaires	16 414	20,9			45 647	58,1	-	-	16 414	20,9	78 476	27,6
Total partiel	18 205	22,2			45 647	55,6	-	-	18 205	22,2	82 057	28,9
2. Amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages												
2.1. Changement des comportements et éducation nutritionnelle	16 940	46,6			2 470	6,8	-	-	16 940	46,6	36 349	12,8
2.2. Promotion de la production alimentaire familiale	3 213	50			-	-	-	-	3 213	50	6 425	2,3
Total partiel	20 152	47,1			2 470	5,8	-	-	20 152	47,1	42 775	15
3. Accroissement de la productivité agricole, des liens avec les marchés et des revenus												
3.1. Intensification durable de l'élevage et des cultures résilientes face aux changements climatiques	7 288	7,8	25 000	26,6	20 204	21,5	9 057	9,7	32 288	34,4	93 837	33
3.2. Commercialisation et ajout de valeur	980	3,6			25 038	92,7	-	-	980	3,6	26 998	9,5
3.3. Développement des microentreprises et de l'accès au financement	5 610	30,4			-	-	7 212	39,1	5 610	30,4	18 432	6,5
Total partiel	13 877	10	25 000	18,0	45 242	32,5	16 269	11,7	38 877	27,9	139 267	49
4. Gestion du projet, suivi-évaluation et gestion des savoirs	9 095	45,2	0	0	-	-	-	-	11 046	54,8	20 141	7,1
Total partiel	9 095	45,2	0	0	-	-	-	-	11 046	54,8	20 141	7,1
Total	61 330	21,6	25 000	8,8	93 360	32,8	16 269	5,7	88 281	31,1	284 240	100

Tableau 2

Coût du programme par catégorie de dépenses et par source de financement

(en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	Prêt A du FIDA		Prêt B du FIDA		Autres cofinanceurs		Bénéficiaires		Emprunteur		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Dépenses d'investissement												
1. Travaux de génie civil	17 501	19,1			56 723	61,8	-	-	17 501	19,1	91 725	32,3
2. Biens, services et intrants	7 768	11,7	25 000	37,6	944	1,4	-	-	32 768	49,3	66 481	23,4
3. Formation et ateliers	11 294	50			-	-	-	-	11 294	50	22 588	7,9
4. Dons et subventions	16 896	19,7			35 692	41,6	16 269	19	16 896	19,7	85 753	30,2
Total des dépenses d'investissement	53 459	20,0	25 000	9,4	93 360	35	16 269	6,1	78 459	29,4	266 547	93,8
Dépenses récurrentes												
Salaires et dépenses de fonctionnement	7 871	44,5			-	-	-	-	9 822	55,5	17 693	6,2
Total des dépenses récurrentes	7 871	44,5			-	-	-	-	9 822	55,5	17 693	6,2
Total	61 330	21,6	25 000	8,8	93 360	32,8	16 269	5,7	88 281	31,1	284 240	100

Tableau 3

Coût du programme par composante, par sous-composante et par année du programme

(en milliers d'USD)

<i>Composante/sous-composante</i>	<i>Année 1</i>		<i>Année 2</i>		<i>Année 3</i>		<i>Année 4</i>		<i>Année 5</i>		<i>Année 6</i>		<i>Année 7</i>		<i>Total</i>
	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>
1. Autonomisation des communautés et renforcement des institutions															
1.1. Renforcement de la planification du développement impulsé par les communautés	1 830	51	1 751	49	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3 581
1.2. Amélioration des mécanismes de prestation de services communautaires	14 121	18	16 761	21	10 417	13	10 867	14	13 066	17	7 869	10	5 375	7	78 476
Total partiel	15 951	19	18 512	23	10 417	13	10 867	13	13 066	16	7 869	10	5 375	7	82 057
2. Amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages															
2.1. Changement des comportements et éducation nutritionnelle	5 935	16	7 950	22	5 121	14	5 208	14	5 320	15	5 456	15	1 358	4	36 349
2.2. Promotion de la production alimentaire familiale	14	-	3 103	48	3 182	50	30	-	31	-	32	-	33	1	6 425
Total partiel	5 949	14	11 053	26	8 303	19	5 239	12	5 351	13	5 488	13	1 391	3	42 775
3. Accroissement de la productivité agricole, des liens avec les marchés et des revenus															
3.1. Intensification durable de l'élevage et des cultures résilientes face aux changements climatiques	2 176	2	12 329	13	25 175	27	29 704	32	17 189	18	6 572	7	692	1	93 837
3.2. Commercialisation et ajout de valeur	-	-	4 353	16	4 696	17	4 835	18	4 566	17	4 531	17	4 017	15	26 998
3.3. Développement des microentreprises et de l'accès au financement	37	-	4 839	26	4 784	26	4 675	25	3 998	22	71	-	29	-	18 432
Total partiel	2 213	2	21 520	15	34 654		39 213	28	25 754	18	11 173	8	4 738	3	139 267
4. Gestion du projet, suivi-évaluation et gestion des savoirs	3 449	17	2 554	13	2 765	14	2 672	13	2 741	14	2 887	14	3 073	15	20 141
Total partiel	3 449	17	2 554	13	2 765	14	2 672	13	2 741	14	2 887	14	3 073	15	20 141
Total	27 563	10	53 639	19	56 140	20	57 991	20	46 913	17	27 418	10	14 577	5	284 240

Stratégie et plan de financement et de cofinancement

28. Le FIDA financera le programme à hauteur de 86,33 millions d'USD (30,4% du coût total). Ce montant comprend une enveloppe de 25 millions d'USD attribuée au titre du MARE, une allocation de 42,73 millions d'USD versée au titre du SAFP pour FIDA12, et une enveloppe de 18,6 millions d'USD issue des ressources allouées au titre du SAFP pour FIDA11 qui ont été réengagées après leur annulation. Le financement de contrepartie du Gouvernement de l'Odisha s'élèvera à 88,3 millions d'USD (31,1%) et la contribution des bénéficiaires à 16,3 millions d'USD (5,7%). Les principaux programmes qui seront mis à profit dans le cadre des efforts de convergence sont le Programme national Mahatma Gandhi de garantie d'emploi dans les zones rurales, des fonds miniers des districts, le fonds du plan d'action pour la conservation combinée au développement et une contribution du Département du développement de la pêche et des ressources animales de l'État d'Odisha, ainsi que d'autres programmes nationaux. Le financement total réuni dans le cadre des efforts de convergence s'élèvera à 68,3 millions d'USD (24,0%), auquel s'ajoutera un financement de 25,0 millions d'USD (8,8%) provenant d'institutions financières formelles.

Décaissement

29. Le retrait et l'utilisation des fonds du FIDA dans le cadre du programme OPELIP-II se feront conformément à la lettre de présentation des modalités de gestion financière et de contrôle financier du programme ainsi qu'à l'accord de financement conclu entre le FIDA et le Gouvernement indien.
30. Les dépenses du programme seront préfinancées par le Gouvernement de l'Odisha et le Département des finances de l'État allouera chaque trimestre les fonds nécessaires au programme, y compris la part du FIDA. Des demandes de retrait seront soumises chaque trimestre au FIDA aux fins du remboursement de sa part des dépenses du programme. La modalité de décaissement fondée sur la communication de rapports sera utilisée pour soumettre des demandes de fonds au FIDA. L'unité de gestion du programme présentera des rapports financiers intermédiaires trimestriels consolidés dans un délai de 45 jours suivant la fin du trimestre concerné. Le service aide, comptes et audit du Bureau du contrôleur soumettra des demandes de retrait aux fins du remboursement par le FIDA de sa part des montants dépensés chaque trimestre. Le Ministère fédéral des finances administrera le compte désigné auprès de la Banque centrale indienne. Une fois la part des dépenses du FIDA remboursée sur le compte désigné administré par le Ministère, celui-ci transférera les fonds sur le compte du Trésor de l'État pour achever le processus.
31. Les principales catégories de dépenses du programme OPELIP-II sont les suivantes: « Biens, services et intrants », « Travaux de génie civil » et « Dons et subventions ». Dans le cadre des prêts consentis par le FIDA, le ratio dépenses récurrentes/montant total du financement du FIDA est de 9,1%.

Résumé des avantages et analyse économique

32. Le taux de rentabilité économique interne (TREI) du programme sur 20 ans, pour un taux social d'actualisation de 10%, est de 14,9%, avec une valeur actuelle nette (VAN) de 3,3356 milliards d'INR (soit 39,7 millions d'USD). Les résultats des analyses de sensibilité indiquent qu'une réduction de 20% des avantages du programme donnerait un TREI de 10,9%, tandis qu'une augmentation des coûts du programme le ferait passer à 11,6%. Une augmentation de 20% des coûts du programme, combinée à une réduction de 20% des avantages du programme et à un retard de deux ans dans la concrétisation des avantages, ramènerait le TREI à 5,2%, ce qui le rendrait économiquement non viable. Le TREI du programme sera égal au coût d'opportunité du capital si les coûts augmentent de 31,9% ou si les avantages diminuent de 24,2%.

Stratégie de retrait et durabilité

33. La durabilité et la stratégie de retrait du programme reposent sur deux éléments principaux. Premièrement, le renforcement de la gouvernance communautaire et des capacités des institutions communautaires locales. Le programme vise à renforcer les institutions communautaires et à les aider à atteindre un certain stade de maturité à l'achèvement du programme. Il jettera les bases d'une plus grande appropriation et d'une planification et d'une mise en œuvre participatives, dirigées par la communauté, des activités de développement local.
34. Deuxièmement, le programme OPELIP-II devrait avoir des effets durables et significatifs sur la manière dont les ménages, les agriculteurs, les éleveurs et les petites et moyennes entreprises mènent leurs activités familiales productives et économiques. En appuyant le développement des capacités, en encourageant la viabilité financière et environnementale et en favorisant l'engagement des opérateurs de la filière dans des relations commerciales viables et mutuellement bénéfiques, le programme aidera les petits exploitants agricoles, les femmes, les jeunes et les petites et moyennes entreprises des GTPV à continuer de développer leurs capacités de production. Le programme est axé sur l'amélioration de la diversité alimentaire et de la sécurité nutritionnelle, amélioration qui aura un impact sur la productivité du travail et les capacités de production et de génération de revenus.

III. Gestion des risques

A. Risques et mesures d'atténuation

35. Le risque global de l'OPELIP-II est jugé modéré, même si certains risques substantiels sont indiqués dans la matrice intégrée des risques du programme. Le risque inhérent à la gestion financière est jugé substantiel pour les raisons suivantes: i) capacités potentiellement faibles des agents de gestion financière au sein des organismes d'exécution; ii) complexité des modalités d'exécution; iii) faiblesses en matière de contrôle interne au sein des organismes chargés des microprojets et des comités de développement des villages. Le document de conception de l'OPELIP-II prévoit le recrutement par voie concurrentielle d'agents de gestion financière qualifiés et en nombre suffisant pour l'unité de gestion du programme et les organismes chargés des microprojets, des limites aux fonds alloués aux comités de développement des villages, l'introduction d'un système d'archivage électronique pour toutes les dépenses des comités de développement des villages, des organisations non gouvernementales (ONG) facilitatrices et des organismes chargés des microprojets ainsi que l'introduction d'un système bancaire en ligne pour tous les partenaires d'exécution afin d'atténuer les risques.

Tableau 4

Synthèse des risques

Aspect du risque	Niveau de risque inhérent	Évaluation du risque résiduel
Contexte national	Modéré	Faible
Stratégies et politiques sectorielles	Modéré	Faible
Contexte environnemental et climatique	Substantiel	Modéré
Portée du programme	Modéré	Faible
Capacités institutionnelles d'exécution et pérennisation	Modéré	Faible
Gestion financière	Substantiel	Substantiel
Passation des marchés	Substantiel	Substantiel
Impact environnemental, social et climatique	Modéré	Modéré
Parties prenantes	Modéré	Faible
Risque global	Modéré	Modéré

B. Catégorie environnementale et sociale

36. Il a été proposé de classer le programme OPELIP-II dans la catégorie environnementale et sociale de risque substantiel selon l'outil d'évaluation des Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique (PESEC) et les évaluations réalisées sur le terrain par des spécialistes des PESEC et du climat fin juillet 2023. Le programme couvre une vaste zone géographique, et la taille de la population touchée par les interventions du programme est importante. Les risques pour la biodiversité ayant été jugés substantiels, une évaluation et un plan relatifs aux effets du programme sur la biodiversité seront nécessaires. Le programme sera doté d'une stratégie zéro empiètement sur les forêts et zéro déforestation, et il est prévu d'éviter toute conséquence sur les zones sensibles et toute perte d'habitat naturel et de biodiversité.

C. Classement au regard des risques climatiques

37. Le risque climatique est jugé modéré. Les principaux effets liés aux changements climatiques dans la zone d'intervention du programme sont associés: i) aux changements de température (augmentation des températures maximales et minimales, en particulier en été) et aux conséquences du stress thermique sur la productivité agricole et la productivité de l'élevage; ii) à l'évolution des précipitations et à l'incertitude quant à leur distribution (durée, intensité, fréquence des événements humides ou secs extrêmes, en particulier pendant la mousson) et aux conséquences sur l'accès à l'eau des ménages issus de GTPV; iii) à l'incidence des catastrophes liées aux conditions météorologiques telles que les tempêtes de grêle, les incendies de forêt, les glissements de terrain dans les régions vallonnées, les maladies du bétail et les ravageurs. Le programme prévoit la promotion de bonnes pratiques et de technologies agricoles résistantes aux aléas climatiques dans le cadre de sa stratégie visant à renforcer la résilience face aux chocs climatiques.

D. Soutenabilité de la dette

38. Le ratio dette/PIB de l'Inde a culminé à 89% au cours de l'exercice 2020/2021 et devrait rester élevé à moyen terme. La reprise économique et la réduction du déficit qui l'accompagne ont ramené le niveau de la dette à 83,4% du PIB à la fin de l'exercice 2021/2022. En outre, le ratio de la dette extérieure au PIB a chuté pour atteindre 18,6% en juin 2023. En raison de la lenteur de l'assainissement budgétaire, la dette devrait rester à ce niveau avant de diminuer progressivement à partir de l'exercice 2025/2026.
39. L'économie a connu un rebond après le ralentissement lié à la pandémie, mais elle se heurte à de nouveaux vents contraires. Après une contraction de 6,6% en 2020/2021, le PIB de l'Inde a augmenté de 8,7% en 2021/2022. L'économie indienne devrait connaître une forte croissance dans un avenir proche grâce au potentiel des secteurs des services et de la technologie. En outre, la modernisation du secteur public fondée sur les technologies a permis à l'Inde d'améliorer le respect des obligations fiscales, de rationaliser la prestation de services et de proposer une plateforme pour l'innovation. La croissance du PIB a atteint 7,2% au cours de l'exercice 2022/2023 et devrait retomber à environ 6% d'ici l'exercice 2027/2028.

IV. Exécution

A. Cadre organisationnel

Gestion et coordination du programme

40. **Structure organisationnelle.** Le Département du développement des tribus répertoriées et des castes répertoriées du Gouvernement de l'Odisha restera le principal organisme d'exécution et assurera l'exécution du programme en

s'appuyant sur une structure à trois niveaux, à savoir l'État, les organismes chargés des microprojets et les villages.

41. L'ancrage institutionnel et la coordination reposeront sur deux piliers principaux: i) la gouvernance, par l'intermédiaire de trois comités aux niveaux de l'État, de l'unité de gestion du programme et des organismes chargés des microprojets, dirigés par des fonctionnaires gouvernementaux; ii) la gestion, par l'intermédiaire de l'unité de gestion du programme, des organismes chargés des microprojets et des associations de développement des villages pour une approche décentralisée axée sur les communautés.

Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

42. **Gestion financière.** Les dépenses du programme seront préfinancées par le Gouvernement de l'Odisha. Le Département des finances de l'État allouera chaque trimestre les fonds nécessaires au programme, y compris la part du FIDA. Des demandes de retrait seront soumises chaque trimestre au FIDA aux fins du remboursement de sa part des dépenses du programme. La modalité de décaissement fondée sur la communication de rapports sera utilisée pour soumettre des demandes de fonds au FIDA. L'unité de gestion du programme présentera des rapports financiers intermédiaires trimestriels consolidés dans un délai de 45 jours suivant la fin du trimestre concerné. Le service aide, comptes et audit du Bureau du contrôleur soumettra des demandes de retrait aux fins du remboursement par le FIDA de sa part des montants dépensés chaque trimestre.
43. **Planification et budgétisation.** Les budgets annuels du programme seront préparés dans le cadre du processus de budgétisation du gouvernement. L'unité de gestion du programme coordonnera la préparation et la soumission de budgets précis et réalistes par les organismes locaux chargés des microprojets. Ceux-ci veilleront à ce que des budgets réalistes soient récupérés auprès de tous les comités de développement des villages et des ONG facilitatrices de leurs zones respectives. Le projet de plan de travail et budget annuel, divisé en composantes, catégories et sources de financement, sera envoyé au FIDA pour examen préalable dans les 60 jours précédant le début de l'exercice financier concerné. Après approbation du plan de travail et budget annuel pour l'ensemble du programme, l'unité de gestion du programme saisira dans le logiciel de comptabilité Tally les activités du plan de travail annuel allouées à chacun des organismes chargés des microprojets.
44. **Passation de marchés et gouvernance.** La passation des marchés dans le cadre du programme OPELIP-II se fera conformément aux Directives du FIDA pour la passation des marchés relatifs aux projets (2020) et au Guide pratique de passation des marchés (2020) (tels que modifiés), et les documents d'appel d'offres standard et d'autres modèles de documents du FIDA seront utilisés à cette fin. L'Odisha ne dispose d'aucune loi sur la passation des marchés ni unité centralisée chargée de réglementer les marchés publics. Les faiblesses dans la phase en cours recensées par les missions et les rapports d'audit seront corrigées par la mise à disposition d'une expertise adéquate à différents niveaux de l'exécution.

Participation et retours d'information du groupe cible, et mécanisme de réponse aux doléances

45. Le programme OPELIP-II suivra la politique actualisée d'engagement du FIDA aux côtés des peuples autochtones et collaborera avec les communautés tribales à la création de stratégies et à la conception et au suivi d'investissements visant à améliorer leurs moyens d'existence en tenant compte de leurs propres perspectives. L'obtention du consentement préalable, libre et éclairé sera un processus itératif de reconnaissance et de dialogue qui renforcera la participation des communautés tribales. Les structures sociales et les systèmes de gouvernance tribale existant dans les villages sont pris en compte dans le programme et seront

mis à profit pour formaliser les associations de développement des villages. Il sera ainsi possible de fixer des objectifs clairs et de promouvoir l'autonomisation des communautés tribales afin qu'elles puissent piloter leur propre développement et réaliser leurs aspirations. L'utilisation des langues tribales et des ressources humaines locales sera essentielle pour assurer une communication fluide entre le programme et les villages des GTPV.

Mécanisme de réponse aux doléances

46. Un mécanisme de traitement des doléances sera mis en place pour garantir que les bénéficiaires ne subissent pas d'incidences préjudiciables dans le cadre des activités du programme. Le FIDA a mis en place des procédures de règlement des plaintes en cas d'allégation de non-respect de ses politiques environnementales et sociales et des dispositions contraignantes des PESEC.

B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication

47. Le système de suivi-évaluation s'appuiera sur le système déjà en place dans le cadre du programme OPELIP. Le cadre logique constituera la base du système de suivi-évaluation à trois niveaux: i) le suivi des produits, qui se concentrera sur les intrants physiques et financiers, les activités et les produits; ii) le suivi des effets, pour mesurer les avantages apportés au niveau des ménages et des communautés; iii) l'appréciation de l'impact du projet sur les groupes cibles, au regard des objectifs définis. Les données seront mises à profit pour la préparation des plans de travail et budgets annuels et des rapports de situation annuels compatibles avec le Système de gestion des résultats opérationnels du FIDA.
48. La gestion des savoirs fera de l'exécution du programme un processus d'apprentissage continu dans lequel des données quantitatives et qualitatives seront compilées, analysées et diffusées en tant qu'enseignements, accompagnés d'études thématiques et de récits de terrain mettant en évidence les difficultés rencontrées et les résultats obtenus. Les enseignements tirés et les meilleures pratiques devraient contribuer à éclairer l'élaboration de politiques favorables aux tribus dans l'État d'Odisha.

Innovation et reproduction à plus grande échelle

49. Le programme s'appuiera sur: i) la planification et le suivi basés sur des systèmes d'information géographiques dans toutes les composantes; ii) l'identification et l'incubation d'entreprises individuelles et collectives axées sur les cultures vivrières autochtones et leurs filières; iii) des modèles innovants pour stimuler l'accès des microentreprises au financement grâce à un système de dons de contrepartie; iv) l'affectation de fonds à l'exploration de niches commerciales pour les cultures vivrières autochtones à forte valeur ajoutée par l'intermédiaire d'acteurs privés; v) la vulgarisation numérique et l'utilisation des dialectes locaux dans tous les outils de communication interactifs; vi) la technologie de la télédétection pour une analyse efficace de l'utilisation des terres.

Plans de préparation à l'exécution et de démarrage

50. Le document de conception prévoit un plan d'action pour la préparation du programme afin d'assurer une transition en douceur. Le démarrage de l'OPELIP-II doit avoir lieu avant l'achèvement de l'OPELIP afin d'éviter toute perturbation de la structure organisationnelle liée à l'attrition des ressources humaines.
51. Un manuel d'exécution du programme a été élaboré. Il comprend le mandat des principaux prestataires de services. Le Gouvernement de l'Odisha sera encouragé à lancer le processus de passation de marchés avec les prestataires de services afin de préparer l'entrée en vigueur du programme OPELIP-II. Certaines ressources de l'OPELIP pourront être utilisées pour soutenir ces activités préparatoires.

Supervision, examen à mi-parcours et plans d'achèvement

52. **Atelier de démarrage.** Au cours de la première année, un atelier sera organisé afin de mettre au courant toutes les parties prenantes du programme (notamment le Département du développement des tribus répertoriées et des castes répertoriées, les principaux départements opérationnels, l'unité de gestion du programme/les organismes chargés des microprojets et le personnel des districts) des principales modalités d'exécution du programme.
53. **Missions de supervision et d'appui à l'exécution.** Des missions annuelles seront menées conjointement par le Gouvernement de l'Odisha et le FIDA, en étroite collaboration avec les autres parties prenantes concernées. L'examen à mi-parcours sera effectué au début de la quatrième année afin d'évaluer la performance et les résultats du programme par rapport aux objectifs fixés, ainsi que l'efficacité et l'efficience des dispositions relatives à la gestion.
54. **Examen à l'achèvement du programme.** Lorsque le programme aura atteint son point d'achèvement, l'unité de gestion du programme établira un rapport d'achèvement du programme. Le FIDA et le Gouvernement de l'Odisha procéderont à un examen à l'achèvement du programme avant la date de clôture du prêt.

V. Instruments et pouvoirs juridiques

55. L'octroi à l'emprunteur du financement proposé est régi par un accord de financement entre le Gouvernement de l'Inde et le FIDA. Une copie de l'accord de financement négocié figure à l'appendice I.
56. La République de l'Inde est habilitée, en vertu de son ordre juridique, à recevoir un financement du FIDA.
57. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA, et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VI. Recommandation

58. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement proposé par la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République de l'Inde un prêt à des conditions ordinaires d'un montant de vingt-cinq millions de dollars des États-Unis (25 000 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République de l'Inde un prêt à des conditions ordinaires d'un montant de soixante et un millions trois cent trente mille dollars des États-Unis (61 330 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Alvaro Lario

Negotiated financing agreement

Odisha Particularly Vulnerable Tribal Groups Empowerment and Livelihoods Improvement Programme (OPELIP II)

(Negotiations concluded on 28 April 2025)

Loan No: _____

Programme name: Odisha Particularly Vulnerable Tribal Groups Empowerment and Livelihoods Improvement Programme (OPELIP - II) ("the Programme")

Republic of India (the "Borrower")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

WHEREAS the Borrower has requested a loan from the Fund for the purpose of financing the Programme described in Schedule 1 to this Agreement;

WHEREAS, the Fund has agreed to provide financing for the Programme;

WHEREAS, the Programme shall be carried out through the State of Odisha (the "State") pursuant to a separate agreement of even date herewith between the Fund and the State (the "Programme Agreement");

WHEREAS, the Parties entered into an agreement with effective date 18 March 2016 to finance the Odisha Particularly Vulnerable Tribal Groups Empowerment and Livelihoods Improvement Programme (OPELIP);

NOW THEREFORE, the Parties hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Programme Description and Implementation Arrangements (Schedule 1) and the Allocation Table (Schedule 2).

2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, amended as of December 2022, and as may be amended hereafter from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein, unless the Parties shall otherwise agree in this Agreement.

3. The Fund shall provide two Loans (the "Financing") to the Borrower, one financed through the Performance Based Allocation System (Loan A) and one financed through the Borrowed Resource Access Mechanism (Loan B), which the Borrower shall cause the State

to use to implement the Programme in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

1. The amount of the Loan A is sixty-one million three hundred and thirty thousand (USD 61,330,000), and the amount of the Loan B is twenty-five million United States Dollars (USD 25,000,000).
2. The Financing is granted on ordinary lending terms and shall be subject to Interest on the principal amount outstanding of the Loan rate equal to the IFAD Reference Interest Rate including variable spread, payable semi-annually in the Loan Service Payment Currency, and have a maturity period of 11 years, including a grace period of 1 year, starting from the date as of which the Fund has determined that all general conditions precedent to withdrawal have been fulfilled.
3. The Loan Service Payment Currency shall be in United States Dollars.
4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1st April.
5. Payments of principal and interest shall be payable on each 1st June and 1st December.
6. There shall be a Designated Account in United States Dollar for both Loans A and B, for the exclusive use of the Programme opened by the Borrower in the Reserve Bank of India to which funds will flow from IFAD. The Borrower shall inform the Fund of the officials authorized to operate the Designated Account.
7. There will be a Programme Account in local currency for the benefit of the OPELIP-II opened in a commercial bank in Odisha State of India. This Programme Account is maintained by the Lead Programme Agency as defined in Section C, 1 below.
8. The Borrower shall cause the State to provide counterpart financing for the Programme in the ratio of 50-50 between the IFAD financing and the counterpart contribution respectively.

Section C

1. The Lead Programme Agency (LPA) at the state level is the Scheduled Tribes and Scheduled Castes Development, Minorities and Backward Classes Welfare Department of the Government of Odisha ("the Lead Programme Agency" or "Executing Agency"). The LPA has overall responsibility for implementation of the Programme.
2. The Department of Economic Affairs, Ministry of Finance, will be the nodal agency for the Programme at the central level and the Ministry of Tribal Affairs will be involved for overall guidance.
3. The following are designated as additional Programme Parties:
 - (a) Micro Project Agencies (MPA's);
 - (b) Village Development Association/Committees in the Programme Area; and
 - (c) Any other stakeholder identified by the PMU in agreement with the Fund.

4. A Mid-Term Review will be conducted halfway through implementation (beginning of year 4) as specified in Section 8.03 (b) and (c) of the General Conditions; however, the Parties may agree on a different date for the Mid-Term Review of the implementation of the Programme.
5. The Programme Completion Date shall be seventh anniversary of the entry into force of the Agreement, and the Financing Closing Date shall be six months thereafter, or such other date as the Fund may designate by notice to the Borrower.
6. Procurement of goods, works and services financed or administered by the Fund shall be carried out in accordance with the provisions of the IFAD Procurement Guidelines and IFAD Procurement Handbook, as amended from time to time.

Section D

1. The Fund will administer the Financing and supervise the Programme.

Section E

1. The following are designated as additional grounds for suspension of this Agreement:
 - (a) The Programme Implementation Manual (PIM) and/or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, amended or modified without the prior agreement of the Fund and the Fund, after consultation with the Borrower, has determined that it has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Programme.
2. The following are designated as additional grounds for cancellation of this Agreement:
 - (a) In the event that the Borrower did not request a disbursement of the Financing for a period of at least 12 consecutive months without justification subsequent to the first eighteen (18) months from the Effective Date.
3. The following are designated as additional general conditions precedent to withdrawal of the Financing:
 - (a) The IFAD no-objection to the Programme Implementation Manual (PIM) has been obtained.
 - (b) The Key Programme staff has been duly engaged and concurred by the Fund.
 - (c) Cloud-based Tally accounting software has been installed and customized for the needs of the OPELIP II.
4. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Borrower:

Additional Secretary,
Department of Economic Affairs, Ministry of Finance, Government of India, North
Block, New Delhi- 110001

For the Fund:

The President
International Fund for Agricultural Development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

If applicable, the Parties accept the validity of any qualified electronic signature used for the signature of this Agreement and recognise the latter as equivalent to a hand-written signature.

This Agreement, [dated _____], has been prepared in the English language in two (2) original copies, one (1) for the Fund and one (1) for the Borrower.

REPUBLIC OF INDIA

"[Authorised Representative Name]"
"[Authorised Representative title]"

Date: _____

INTERNATIONAL FUND FOR
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

Date: _____

Schedule 1

Programme Description and Implementation Arrangements

I. Programme Description

1. *Target Population.* The primary target population of OPELIP-II are the 13 Particularly Vulnerable Tribal Groups (PVTGs) residing in the state of Odisha. It is approximately a total population of 185,000 households, with an estimated population around 833,500. The Programme will work exclusively with tribal groups. The Programme shall target tribal women to represent at least 50 per cent and youth to represent at least 20 per cent of the programme clients for both, capacity development and livelihood activities.

2. *Programme area.* The Programme will be implemented in 20 Micro Programme Agencies' areas that cover assigned administrative units for PVTG habitations. OPELIP-II will target about 1,679 PVTG villages (541 OPELIP villages and 1,138 new villages), 287 Gram Panchayats, 46 blocks, and 14 districts (Angul, Dhenkanal, Gajapati, Ganjam, Jajpur, Kalahandi, Kandamal, Keonjhar, Malkanagiri, Mayurbhanj, Nuapada, Rayagada, Sundargarh, Deogarh) ("the Programme Area"). In the event of further identification of PVTGs in new areas (villages/habitations) by the Government of Odisha and declared as PVTG villages/habitations, these newly declared villages/habitations would eventually be added to the list of OPELIP-II target villages, should the Programme have the resources to benefit them.

3. *Goal.* The goal of the Programme is to contribute to the reduction of rural poverty and improve nutrition security in PVTG villages in Odisha. The Programme development objective (PDO) is to **enable households to improve incomes, nutrition practices, and resilience in target PVTG areas.**

4. *Components.* The Programme shall consist of the following Components:

4.1 *Component 1: Community empowerment and institutional strengthening*

4.1.1 *Sub-Component 1.1: Strengthen community-driven development planning.* this aims to bolster community involvement in planning and development, as well as in the formation of Village Development Association (VDAs) and preparation of VDPs. The Programme will create new VDAs in about 1,138 villages and will facilitate the preparation of Village Development Plan (VDPs) in the 1,138 new villages and in the 541 villages that have been covered under OPELIP. Community engagement will be supported through creation of VDAs and the formulation of VDPs using participatory tools, aiming at enhancing community engagement, forming VDAs and VDPs with active community participation, and leveraging existing social groups to strengthen cultural identity. Activities under this sub-component include: i) community mobilization before VDA formation; ii) election of Village Development Committee (VDC) members; iii) provision of start-up funds; iv) engagement of a service provider for VDP facilitation and preparation; and iv) organization of an awareness campaign on Free Prior and Informed Consent procedures.

4.1.2 *Sub-Component 1.2: Improving delivery mechanisms of community services.* This subcomponent will address the weak delivery of public goods and social services to PVTGs by enhancing the delivery mechanisms and improving awareness amongst PVTGs. Through coaching and mentoring support, guidance, and culturally sensitive approaches, OPELIP-II will bridge the gap between development programmes and the unique socio-cultural needs of PVTGs, ensuring that services are contextually relevant and effective.

4.2 *Component 2: Household food and nutrition security.*

4.2.1 *Sub-component 2.1: Behaviour change and nutrition education.* Based on OPELIP's experience, this component intends to intensify the village level activities using the Participatory Learning and Action (PLA) approach, to better understand the tribal food systems and promote optimum nutrition behaviors to improve the diets of

adolescent girls, women and children. The platform of women Self Help Groups (SHGs) will be leveraged to deliver focused modules on women empowerment, nutrition and WASH using a ICT4D approach, facilitated by a trained village level *nutri sathis*.

4.2.2 *Sub-component 2.2: Promotion of homestead food production.* This aims to improve household food and nutrition security by promoting the establishment of homestead kitchen gardens in 80,000 households in target PVTG villages. To achieve this, there will be intensive mapping of PVTG food systems and understanding the current knowledge and practices with respect to diets, WASH, and other traditions. A customized kitchen garden design will be developed focusing on foods that are lacking in the diets of the PVTG communities and will value local knowledge and practices.

4.3 *Component 3: Improving agricultural productivity, market linkages, and incomes.*

4.3.1 *Sub-component 3.1: Sustainable intensification of climate-resilient crop and livestock production.* This subcomponent seeks to sustainably intensify the livelihoods and increasing the efficiency and scale of crop and livestock productive activities, while fostering the diversity of production systems and adoption of climate-friendly and resilient approaches to production. This is expected to result in increased productivity of crop and livestock products but also increased production to enable households to reach more rewarding and profitable markets.

4.3.2 *Sub-component 3.2: Marketing and value addition.* The subcomponent aims to enhance market access and access to finance for PVTGs via Agricultural Intensification Clusters (AIC), Steep Slope Agriculture Groups (SSAG), and livestock interventions. The approach goes beyond mere productivity improvements by addressing systemic challenges, including crop diversification, storage facilities, processing, and access to finance and markets. The capacity building and market linkage activities will cover 600 AICs, 600 SSAGs, and 280 Livestock Aggregators.

4.3.3. *Sub-component 3.3: Microenterprise development and access to finance.* This will bolster microenterprises within PVTGs using an approach that offers targeted support, access to finance, and capacity-building opportunities. The Programme will extend support to nearly 1,435 non-livestock and 1,400 livestock entrepreneurs, alongside 3,120 SHG. These aim to enable the creation of viable microenterprises, enhance entrepreneurial skills and improved financial access, and ultimately improve incomes and the livelihoods of benefited households.

4.4 *Component 4: Elements related to Programme management, M&E, and learning.*

- (a) Institutional anchoring and coordination: Implementation arrangements at State and MPA levels have the capacities for planning, procurement, financial management, monitoring and evaluation, interdepartmental coordination, managing basic implementation structures in decentralized locations, designing participatory local community operations manual etc. The institutional anchoring and coordination will have two main pillars: (1) *Governance*, through three Committees at State, PMU and MPA levels, chaired by Government officials; and (2) *Management*, through PMU, MPAs and VDA for a decentralized community-driven approach.
- (b) Administrative and financial management (FM): OPELIP-II ensures the engagement of qualified FM staff for the PMU and MPAs.
- (c) Planning, monitoring and evaluation, knowledge management and communication: OPELIP has developed a Management Information System (MIS) that consists of several modules such as the SHG module, agriculture module, livestock module, etc. The entire MIS has been designed, developed and is being maintained in-house by the OPELIP team. Additional upgrades, as necessary, will also be implemented.

II. Implementation Arrangements

5. *Lead Programme Agency.* The Lead Programme Agency at the state level is the Scheduled Tribes and Scheduled Castes Development, Minorities and Backward Classes Welfare Department of the Government of Odisha ("the Lead Programme Agency" or "(ST & SC Dev., M & BCW Department)").

6. *Programme Oversight Committee.* At the State level, a high level Programme Steering Committee (SLPSC) chaired by the Chief Secretary /Development Commissioner with Principal Secretary/Commissioner-cum-Secretary Scheduled Tribes and Scheduled Castes Development, Minorities and Backward Classes Welfare Department of the Government of Odisha as the member secretary and other members from key line departments like Agriculture & Farmers' Empowerment Department, Fisheries & Animal Resources Development Department, Finance Department, Revenue & Disaster Management Department, etc. A will provide overall oversight and governance to the Programme.

7. *Programme Management Unit.* The PMU set-up within ST & SC Dev., M & BCW Department will provide platform for the Programme. The implementation structure of the Programme will be strengthened to manage the increased scope of the Programme. The Programme Director, reporting to Principal Secretary/Commissioner-cum-Secretary ST & SC Dev., M & BCW Department who will be ex-officio Member Secretary of Programme Steering Committee, will head the PMU. The Principal Secretary/Commissioner-cum-Secretary, ST & SC Dev., M & BCW Department will support the linkages with other Government Departments, achieving high-level coordination efforts on Government priorities, and providing strategic and fiduciary oversight. The PMU will be strengthened with more thematic area experts, including: (i) a SECAP specialist, (ii) a Programme Officer (Capacity Building, Gender and Nutrition) to oversee the work of a technical agency responsible for the nutrition-related work, in line with best practices in OPELIP; (iii) support staff to deliver the key management and technical functions to MPAs and VDAs and overseeing implementation, coordinating financial management, policy support, M&E and KM and (iv) other experts as required

8. *Implementing partners.* OPELIP-II will ensure qualified Financial Management (FM) resources (i.e. staff and consultants) are employed to maintain accounting records for more than 1000 implementing partners. Also, a digital file management system will be used to collect, file and archive supporting documents.

9. *Monitoring and Evaluation.* The M&E system will be built on the current system already in place within OPELIP. The system will be participatory and decentralized, involving collection of data at the village level through Community Resource Persons (CRPs) and the dissemination of key results at the VDA level. The Logical Framework will constitute the basis for the 3-tier M&E system: (i) output monitoring with focus on physical and financial inputs, activities, and outputs; (ii) outcome monitoring for the measurement of benefits at household and community levels; and (iii) impact assessment evaluating programme impact for the target groups in comparison with objectives. The system will be compliant with IFAD requirements, and relevant data, analysis and reporting will be disaggregated by gender and age. The data will inform the preparation of the Annual Work Plan and Budget (AWPB) and annual progress reports compatible with IFAD's Operational Results Management System (ORMS).

10. *Knowledge Management.*

The knowledge management activities will include: (i) publishing an annual report that highlights the Programme's best practices and lessons learned; (ii) engaging with various local and national media outlets to bring greater visibility of Programme activities; (iv) creating awareness about the Programme activities through social media; (v) developing posters and information videos on pertinent topics; (vi) preparing traditional knowledge related documentation (viii) the organization of knowledge sharing events such as review meetings and workshops at state and district levels; and (ix) policy consultative initiatives.

11. *Programme Implementation Manual (PIM).*

The PMU shall finalise the draft PIM prepared during the design to be approved by the State Level PMC and subject to prior review of the Fund. The PIM shall include procedures and processes for Programme implementation, financial administration and reporting and procurement. The PMU shall adopt the PIM substantially in the form approved by the State level PMC and subject to prior review of the Fund and may make amendments thereto from time to time with the prior review of the Fund, under intimation to the Department of Economic Affairs (DEA).

The State shall cause the Programme to be carried out in accordance with the PIM. In case of any discrepancies between the provisions of the PIM and those of this Agreement, the provisions of this Agreement shall prevail.

Schedule 2

Allocation Table

1. *Allocation of Loan Proceeds.* (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and the allocation of the amounts to each category of the Financing and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	PBAS Loan Amount Allocated (Loan A) (expressed in US Dollars)	BRAM Loan Amount Allocated (Loan B) (expressed in US Dollars)	Percentage eligible for IFAD financing*
Works	17 500 000		100
Grants and Subsidies	16 900 000		100
Goods, Services and Input	7 770 000	25 000 000	100
Training and Workshops	11 290 000		100
Salary and Operating costs	7 870 000		100
TOTAL	61 330 000	25 000 000	

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

- (i) "Works" shall mean eligible expenditures for infrastructure and works as described in Schedule 1.
- (ii) "Grants and Subsidies" shall mean eligible expenditures for grants and subsidies.
- (iii) "Goods, Services and Inputs" shall mean eligible expenditures incurred for Goods, Equipment and tools, non-consulting and consulting services, studies and materials and other inputs.
- (iv) "Salaries and Operating Cost" shall mean eligible expenditures related to operating costs, including salaries and allowances.

*The Percentage is applied to Programme expenditures, excluding taxes and shares of other financiers.

2. *Disbursement arrangements*

- (a) The withdrawal and use of IFAD funds for OPELIP-II will be governed by the IFAD's Programme Financial Management and Financial Control Arrangements Letter (FMFCL) and Financing Agreement between IFAD and the Borrower.
- (b) *Retroactive financing.* As an exception to section 4.07(a) (ii) of the General Conditions, specific eligible expenditures incurred from April 1st, 2025, until the date of entry into force of this Agreement shall be considered eligible up to an amount equivalent to one million US dollars (USD 1 000 000) for activities

relating to project implementation commencement preparation. Activities to be financed by retroactive financing and their respective category of expenditures and source of financing will require prior no objection from IFAD to be considered eligible. Pre-financed eligible expenditures shall be reimbursed to the Borrower once additional conditions precedent to the first disbursement of funds specified in Section E.1 are fulfilled.

- (c) Audit arrangements. The office of the Comptroller and Auditor General (CAG) will audit, in accordance with acceptable to IFAD audit standards, Programme financial statements each year. It will send audit reports to IFAD within six months of the end of the financial year, or a later date as may be approved by IFAD on an exceptional basis, and a copy shall be submitted to DEA.

Logical framework

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions			
	Name	Baseline	Mid-Term	End-target	Source	Frequency	Responsibility				
Outreach	Persons receiving services promoted or supported by the programme.							Programme implementation happens as per the work plans approved without delay in the release of financial resources and human resource recruitment. Government continues with its programmes for the tribal development and other convergence programmes are available to tribal households			
	Male	-	78,750	225,000	MIS	Monthly	PMU/MPA				
	Female	-	78,750	225,000							
	Young	-	42,000	120,000							
	Not Young	-	115,500	330,000							
	Indigenous Peoples	-	157,500	450,000							
	Non-Indigenous Peoples	-	0	0							
	Total number of persons receiving services	-	157,500	450,000							
	Persons with disabilities	-									
	1.a Corresponding number of households reached										
	Households	-	52,500	150,000							
	1.b Estimated corresponding total number of household members										
	Household members	-	210,000	600,000							
Programme Goal Contribute to the reduction of rural poverty and improvement of nutrition security in PVTG villages in Odisha	Percent increase in average annual household income (real) of the target households in programme areas							Policies for Tribal Development, economic and political stability and local security situation allow communities access to economic opportunities and natural resources.			
	Increase in incomes (%)	0%	10%	30%	Impact Assessment	Baseline, Mid, and End-line Surveys	PMU/External Agency				
Development Objective Households are enabled to improve incomes, nutrition practices and resilience in target PVTG areas	Households with intensified and/or diversified sources of livelihoods							Government's infrastructure and other development efforts converge with this programme activities.			
	Households (%)	0%	25%	60%	Impact Assessment	Baseline, Mid, and End-line Surveys	PMU/External Agency				
	Households - number	0	37,500	90,000							
	1.2.8 Percentage of women reporting improved quality of diets (Minimum Dietary Diversity of Women)										
	Women (number)	-	45,000	168,750	Impact Assessment	Baseline, Mid, and End-line Surveys	PMU/External Agency				
	Women (%)	0%	20%	75%							
	Households (number)	-	30,000	112,500							
	Households (%)	0%	20%	75%							

	Household members (number)	-	45,000	168,750			
Outcome 1.1 Community institutions are empowered and equipped to engage in community-centric planning and execution	SF.2.2 Households reporting they can influence decision-making of local authorities and programme-supported service providers						
	Households (number)	0	52,500	112,500	Impact Assessment	Baseline, Mid, and End-line Surveys	PMU/External Agency
	Households (%)	0%	35%	75%			
	Household members (number)	0	210,000	450,000			
Output 1.1.1 Improved community and household participation in planning processes	Percentage of VDCs functional and receiving funds						
	% of VDCs functional and receiving funds	0	85%	85%	Programme MIS	Quarterly	PMU
	Number of VDCs functional and receiving funds	0	1425	1425			
	Percentage of functional VDCs are high quality (graded A/B)						
	Percentage of VDCs graded A/B (%)	0%	30%	80%	Programme MIS	Quarterly	PMU
	Number of VDCs graded A/B	0	500	1,350			
Outcome 1.2 Increased access to government entitlements and development opportunities for target households	Households reporting that they have access to at least five different entitlements of the government						
	Households (number)	0%	60,000	120,000	Impact Assessment	Baseline, Mid, and End-line Surveys	PMU/External Agency
	Households (%)	0%	40%	80%			
	Land area covered under irrigation and watershed treatment from convergence						
	Number of irrigation structures created under convergence	-	200	500	Programme MIS	Quarterly	PMU
	Area under irrigation (acre)	-	2,000	5,000			
	Watershed area treated through convergence (acres)	-	4,000	8,500			
Output 1.2.1 Community organization strengthened, conducted regular meetings and are empowered	Number of defunct SHGs revived by the programme						
	Number of SHGs	-	2,000	6,000	Programme MIS	Quarterly	PMU
	Number of SHG members	-	20,000	60,000			
	Number of SHG members (women)	-	20,000	60,000			
	Number of SHG members (indigenous)	-	20,000	60,000			
	1.1.1 Persons whose ownership or user rights over natural resources have been registered in national cadasters and/or geographic information management systems						

Adequate capacity is built within VDA and VDC to express the requirements and needs of the community to programme officers and other government representatives

Adequate capacity is built within VDA and VDC to express the requirements and needs of the community to programme officers and other government representatives

Output 1.2.2 Households have secured access to land for cultivation	Total persons	-	1,500	3,500	Programme MIS	Quarterly	PMU
	Male	-	1,050	2,450			
	Female	-	450	1,050			
	Young	-	-	-			
	Indigenous peoples	-	1,500	3,500			
Outcome 2.1 Households adopted new healthy dietary practices and improved nutritional status	1.2.9 Percentage of households with improved nutrition Knowledge Attitudes and Practices (KAP)						
	Households (%)	0%	40%	80%	Impact Assessment	Baseline, Mid, and End-line Surveys, Annually	PMU/External Agency
	Households (number)	-	60,000	120,000			
	Household members (number)	-	240,000	480,000			
	Percentage of children in the age group 6-23 months reporting minimum diet diversity						
	Children (6-11 months) (%)	0%	35%	60%	Impact Assessment	Baseline, Mid, and End-line Surveys	PMU/External Agency
	Children (12-17 months) (%)	0%	35%	60%			
	Children (18-23 months) (%)	0%	35%	60%			
Output 2.1.1 Households accessed nutritional advisory services at doorstep	Number of nutrition sathi active at village level						
	Active nutrition sathi	-	500	1,138	Programme MIS	Quarterly	PMU
	Active nutrition sathi (women)	-	500	1,138			
Output 2.1.2 Households accessed critical nutrition services	Number of NRC supported that are operational after three years						
	Number of NRC	107	257	394	Programme MIS	Quarterly	PMU
	Number of mother and child spot feeding centers strengthened						
	MSFC	-	500	1,138	Programme MIS	Quarterly	PMU
	SFC	-	500	1,138			
Outcome 2.2 Households have increased access to diverse number of food groups as measured by the Households Diet Diversity Score (HDDS)	Households with access to increased number of food groups available (HDDS)						
	Households (number)	0	52,500	112,500	Impact Assessment	Baseline, Mid, and End-line Surveys; AOS	PMU/External Agency
	Households (%)	0%	30%	75%			
Output 2.2.1 Households produce diversified food groups for consumption	Households cultivate diverse food groups in kitchen gardens						
	Households (number)	-	35,000	80,000	Programme MIS	Quarterly	PMU
	Villages where the programme conducted demonstrations on nutritional recipes						

Households have access to diverse food groups to be able meet their dietary requirements and adopt the nutrition sensitive behavior change modules being introduced by the programme

Households have access to diverse food groups to be able meet their dietary requirements and adopt the nutrition sensitive behavior change modules being introduced by the programme

	Villages (number)	-	500	1,138	Programme MIS	Quarterly	PMU	
	Tribal residential schools where kitchen gardens are established							
	Tribal residential schools (number)	-	20	50	Programme MIS	Quarterly	PMU	
Outcome 3.1 Increased agriculture incomes of households from sustainable intensification and commercialization of crop, livestock, NTFP products	Target households increase their annual agriculture household incomes (agriculture, livestock and NTFP activities only, real) by at least 30%							
	Households (%)	0%	20%	60%	Impact Assessment	Baseline, Mid, and End-line Surveys	PMU/External Agency	
	Households (number)	-	30,000	90,000				
	Target households report an increase in crop productivity of selected crops by at least 30% (compared to baseline)							
	Households (number)	-	15,000	60,000	Impact Assessment	Baseline, Mid, and End-line Surveys; AOS	PMU/External Agency	
	Households (%)	0%	10%	40%				
	3.2.2 Households reporting adoption of environmentally sustainable and climate- resilient technologies and practices							
	Households (%)	0%	30%	60%	Impact Assessment	Baseline, Mid, and End-line Surveys; AOS	PMU/External Agency	
	Households (number)	-	45,000	90,000				
	Household members (number)	-	180,000	360,000				
Output 3.1.1 Sustainable intensification of climate-resilient agricultural production and increased crop productivity	3.1.4 Land brought under climate-resilient management							
	Total area (ha)	-	4,400	10,800	Programme MIS	Quarterly	PMU	
	Area under Agriculture Intensive Clusters (acre)	-	6,000	15,000				
	Number of AIC groups set up	-	400	900				
	Number of households covered under AIC	-	10,000	22,500				
	Area of slopy lands that has stabilized for agriculture (acre)	-	5,000	12,000				
	Number of SSAG set up	-	250	600				
	Number of households covered under land development	-	25,000	40,000				
Output 3.1.2 Increased livestock production, productivity and share of livestock in overall household incomes	Households practice sustainable livestock intensification							
	Households practicing goat rearing	-	30,000	77,000	Programme MIS	Quarterly	PMU	
	Households practicing backyard poultry	-	35,000	80,000				

Adequate capacity is built among programme households to adopt sustainable and climate resilient practices and extreme climatic events do not disrupt agriculture and livestock production

Adequate capacity is built among programme households to adopt sustainable and climate resilient practices and extreme climatic events do not disrupt agriculture and livestock production

Output 3.1.3 Strengthened community level extension systems for sustainable intensification	Number of community level extension workers that are able to provide extension services to households (livestock, agriculture, NRM)						
	Number of active krushi sathis	-	600	1,400	Programme MIS	Quarterly	PMU
	Number of active krushi sathis (youth)	-	300	800			
	Number of active krushi sathis (women)	-	600	1,400			
	Number of active krushi sathis (indigenous)	-	600	1,400			
	Number of active livestock CSPs	-	200	500			
	Number of active livestock CSPs (youth)	-	50	200			
	Number of active livestock CSPs (women)	-	200	500			
	Number of active livestock CSPs (indigenous)	-	200	500			
Outcome 3.2 Improved access to markets for smallholders and increased engagement in agri-processing activities of targeted households	Households reporting an increase in sales of agricultural products (by at least 30% as compared to baseline)						
	Households (%)	0%	10%	50%	Household survey - AOS	Annually	PMU
	Households (number)	-	15,000	75,000			
Output 3.2.1 Farmer groups engaged in market access and processing activities	Number of farmers groups that are engaged in repeat selling to channels facilitated by the programme						
	Farmer groups	-	400	900	Household survey - AOS	Annually	PMU
	Famers (number)	-	8,000	18,000			
	Famers (indigenous)	-	8,000	18,000			
	Number of farmer groups that have set up primary processing (or higher) facilities						
	Farmer groups	-	200	600	Programme MIS	Quarterly	PMU
	Famers (number)	-	4,000	12,000			
	Famers (indigenous)	-	4,000	12,000			
Outcome 3.3 Resilient growth of micro-enterprises in targeted programme areas	Percentage of supported enterprises (individual and collective) functioning after two years of programme support						
	% of enterprises (individual and collective) functioning after two years of programme support	0%	30%	60%			
							Agriculture produce by the farmers are of good quality that can good prices in the markets and farmers are able to access proper marketing channels for their produce
							Sustainable and qualified business service providers are available to provide business development and entrepreneurship services to targeted enterprises

Agriculture produce by the farmers are of good quality that can good prices in the markets and farmers are able to access proper marketing channels for their produce

Sustainable and qualified business service providers are available to provide business development and entrepreneurship services to targeted enterprises

	Number of enterprises (individual and collective) functioning after two years of programme support	-	1,200	2,700	Programme MIS	Quarterly	PMU		
Output 3.3.1 Financially viable microenterprises supported by the programme	Microenterprises promoted by the programme								
	Individual enterprises	-	1,200	2,800	Programme MIS	Quarterly	PMU		
	Individual enterprises (youth)	-	600	1,400					
	Individual enterprises (women)	-	400	900					
	Individual enterprises (indigenous)	-	1,200	2,800					
	Group enterprises	-	1,000	2,500					
	Group enterprises (total members)	-	5,000	12,500					
	Group enterprises (total members - youth)	-	2,500	6,250					
	Group enterprises (total members - women)	-	1,667	4,167					
	Group enterprises (total members - indigenous)	-	5,000	12,500					
Outcome 4.1 Effective M&E and KM practices in place	Programme brings on board technical partners for effective programme implementation								
	Number of technical partners onboarded	0	5	7	Programme Reports	Annually	PMU	Programme is able to develop and onboard partners for effective KM and M&E	
	Number of KM partners onboarded	0	2	5					
Output 4.1.1 Programme MIS is active with all required features	Programme has a functional MIS with HH level tracking and GIS/RS modules								
	MIS with HH level tracking	No	Yes	Yes	Programme Reports	Annually	PMU		
	MIS with GIS module	No	Yes	Yes					

Integrated programme risk matrix

Risk Category / Subcategory	Inherent risk	Residual risk
Country Context	Moderate	Low
Political Commitment	Moderate	Low
Risk: State Government is due for elections next year, 2024. However, this is not expected to affect to affect programme implementation.	Moderate	Low
Mitigations: India is a stable democracy. No major political risks are perceived that may affect the programme. The Government of Odisha have provided the necessary clearances for the programme, which will remain effective even in the event of change in governance. The programme negotiations will be completed by November 2023, way ahead of the elections.		
Governance	Low	Low
Risk: India is a union of States with a constitutional distribution of powers between the Centre and the State Governments. The government of Odisha has been stable with the same political formation ruling the state for more than 20 years.	Low	Low
Mitigations: No programme interventions required. Moreover, IFAD has been working in India for over 40 years, and with the Government of Odisha for over two decades.		
Macroeconomic	Moderate	Low
Risk: India's economy may slow down, coming off a strong recovery in FY21/22 (April 2021–March 2022). The spillovers from the Russia-Ukraine war and the global monetary policy tightening cycle are expected to weigh on India's economic outlook.	Moderate	Low
Mitigations: Programme activities and interventions will support resilience of the participating communities.		
Fragility and Security	Moderate	Low
Risk: The programme geographies are areas with history of left-wing extremist presence. However, Ministry of Home Affairs, Government of India, has reported that over the period from 2014-2022, there has been 55 per cent reduction in violent incidents perpetrated by Left-wing extremists and 63 per cent in deaths over a period of eight. Ministry of Home Affairs works in close coordination with other Ministries and State Governments for optimum implementation of the flagship schemes at central and state level in Left-Wing-Extremism (LWE) affected areas. Apart from the flagship schemes of various ministries, specific schemes have also been implemented for LWE affected areas, wherein special emphasis has been given on expansion of road networks, improving telecommunications, educational empowerment, and financial inclusion in LWE affected areas. Further, State of Odisha as per MHA report, has reported fewer number of incidents in 2022 (19) compared to 2021 (32). There has been a general trend of fall in number of incidences in the country and specifically in Odisha.	Moderate	Low

Mitigations: The programme use of comprehensive approach to development of indigenous peoples is in alignment with the policies of GoI and Odisha in areas impacted by left-wing extremism. The focus of the programme on community empowerment and participatory processes will also ensure that there is limited risk of alienation of community from the programme or adverse impact.		
Sector Strategies and Policies	Moderate	Low
Policy alignment	Low	Low
Risk: The programme is a follow-on of on-going OPELIP programme (closing soon) with the same client counterparts and institutional architecture. The alignment with the state and national policies remains strong. Pradhan Mantri PVTG Development Mission launched by GoI is modelled on the proposed programme approach or approach of on-going OPELIP. Further the programme's goal and objective are aligned with GoI and GoO.	Low	Low
Mitigations: Design has ensured strong alignment with relevant State level and national policies.		
Policy Development and Implementation	Moderate	Low
Risk: The programme is fully aligned to the sectoral policies, leverages on convergence of existing schemes, and scales up tested interventions. The policies and implementation mechanisms are well established. The risk in implementation is of the speed at which the implementing agency will be able to initiate activities in new villages and delays if any in coordination with other line departments.	Moderate	Low
Mitigations: The programme has built-in financing for entry point activities in new villages and also, aims to build a structured mechanism for co-ordination and convergence of programme activities.		
Environment and Climate Context	Moderate	Moderate
Programme vulnerability to environmental conditions	Substantial	Moderate
Risk: The main climate change-related impacts in the programme area are associated with new incidences of weather-related disasters such as hailstorms, wildfires, landslides in hilly regions, livestock diseases and pests. Out of the 14 districts targeted for OPELIP-II, 2 districts (Dhenkanal, Jajpur) are vulnerable to flooding and 2 districts (Ganjam, Gajapati, Keonjhar, Mayurbanj) are currently vulnerable to wind and cyclone. In addition, the programme covers a large geographic area and the size of the population affected by programme interventions is substantial. Furthermore, programme areas include, or share a boundary with restricted areas, forest areas, and biodiversity-sensitive ecosystems.	Moderate	Moderate

Mitigations: Programme areas cover a limited number of coastal districts that are susceptible to cyclones. In more inland territories, the threat of drought and heat waves is substantial. However, the programme intends to build environmental resilience in these areas by rehabilitating land, promoting soil and water conservation measures, building water harvesting infrastructure, and planting tree-based crops that add to the biodiversity of local ecosystems. The programme will strengthen adaptive capacities of the target group. Due to the increasing climate change dynamic and its negative impact in the programme area (depletion of soil nutrients, soil erosion and landslides, floods and increase in pest and disease) there is a need to integrate climate-resilient good agriculture practices and technologies that can strengthen local livelihoods and improve sustainable agriculture. In addition, water and soil conservation measures, rainwater harvesting, appropriate crop selection, sustainable harvesting, and improved processing of NTFP, community-based disaster management system may also be proposed as mitigation measures.		
Programme vulnerability to climate change impacts	Moderate	Moderate
Risk: Programme directly finances or creates incentives that encourage or facilitate unsustainable environmental practices (e.g. inappropriate chemical use; encroachment on protected natural environment areas). The main climate change-related impacts in the programme area are associated with: (i) Changes in temperature (CMIP5 climate projection of 1.9°C temperature increase according to RCP 8.5 for 2040-2059 timeline period and 3°C temperature increase for the period 2060 -2079) - increased maximum and minimum temperatures, particularly in the summer, and the effect of heat stress on agricultural and livestock productivity; (ii) Future precipitation changes (-4% to +8% change comparing with the 1986- 2005 baseline) and uncertainty in precipitation distribution (duration, intensity, frequency of extreme wet or dry events – particularly during the monsoon), and effect on water availability to PVTG households – including drinking water and limitations on number of agricultural seasons. The analysis found an increased trend in annual rainfall and a decreasing trend in annual number of rainy days. Climate change will exacerbate the current trends of floods and droughts by increasing frequency and intensity. It is expected that climate change will lead to: • high variability of rainfall, leaving people with two peak periods of food shortage • drought and dry spells every two years in western Odisha, with a major drought every 5 to 6 years • flash floods during the rainy season • heat waves in summer • intense coastal flooding and cyclones	Substantial	Moderate

Mitigations: The programme will apply IFAD SECAP procedures. The design has planned for this including human resource. The programme focus is on building food and livelihood systems resilient to climate-change. The climate-resilient agricultural practices, strengthening of natural resources-based livelihoods, and diversification of livelihood sources will protect the communities from the extreme adverse impacts of climate change. Smallholder farmers and target groups display a moderate awareness of climate risks and related adaptive and mitigation measures. Programme efforts to build the adaptive capacities of its beneficiaries must emphasize the need for disaster risk planning, climate resilient cropping, and reduced post-harvest losses, among other interventions that build the beneficiary's capacity to cope with, or recover from, the effects of climatic shock events.		
Programme Scope	Moderate	Low
Programme Relevance	Low	Low
Risk: Stubborn pockets of poverty and uneven patterns of development persist in Odisha and is concentrated in tribal regions. The programme holds little risk as it well aligned to the development reality of the region and target communities.	Moderate	Low
Mitigations: The programme's bottom-up Community Driven Development (CDD) approach, focuses on building, strengthening and empowering local institutions to drive local development. This will help in reducing poverty as well as enable households to improve incomes, nutrition practices, and resilience. Component 1 focuses on mechanisms that will enhance community-driven development to strengthen the human resource base. It includes formation of Village Development Associations/Committee, which is the starting point for the programme interventions, and empowerment of the PVTG communities. These VDCs will be responsible for development and implementation of Village Development Plan (VDP), a village perspective plan for 5 or more years developed by the VDC with support of programme. All the other component and activities will be reflected in VDP. Formation of these VDAs/VDCs and plans have been one of the highlights of the programme. This community driven and participatory approached has worked well in the current phase of the programme and one of the main reasons for Government of Odisha to propose a second phase of the programme. In addition, the programme will be implemented in line with the right to free, prior and informed consent (FPIC), so a FPIC implementation plan and a stakeholder engagement plan will be finalized for securing full and effective participation of PVTGs.		
Technical Soundness	Moderate	Low
Risk: The programme design is hedged on willingness and interest of target group to participate in programme activities. The programme relies on the experience of OPELIP in terms of approaches and activities that have previously worked. It is on this basis that OPELIP-II is out-scaling and up-scaling such approaches and activities. The Impact Assessment of OPELIP is underway but will not be complete at the time of programme design.	Moderate	Low

Mitigations: The programme has studied the baseline survey undertaken by the client in 2018, feedback from OPELIP Mid Term Review and consulted with stakeholders while developing the programme approach. Also, the baseline survey of the new PVTG villages is underway and will be completed by start of June'23 that will provide comprehensive insights into the current state of the new PVTG villages and the critical gaps to be addressed. The programme is also anchored on the principles of FPIC and co-design with tribal communities following the IFAD's policy of engagement with Indigenous Peoples.		
Institutional Capacity for Implementation and Sustainability	Moderate	Low
Implementation Arrangements	Low	Low
Risk: Insufficient programme management capacity to successfully deliver programme. The implementing architecture of the programme will be the same as OPELIP and OTELP. The programme staff has deep understanding of implementing IFAD programmes and majority of OPELIP (on-going investment) staff will continue to support the proposed programme.	Low	Low
Mitigations: Implementation arrangements and staffing was discussed at design., The design includes a readiness action plan to ensure smooth transition. OPELIP-II start-up needs to be timed before OPELIP completion (i.e. 31st March 2024) to avoid any rupture in the organizational setup due to attrition of human resources.		
Monitoring and Evaluation Arrangements	Moderate	Low
Risk: Insufficient capacity to collect and analyze sufficient / reliable data on programme outcomes and impacts. The implementing agency has a functional and in-house developed MIS "eSamrudhi" and a system of data collection exists. OPELIP M&E work was impacted due to the delay in hiring of M&E human resources.	Moderate	Low
Mitigations: The programme leadership has agreed to prioritize and position M&E staff at the outset of the proposed programme. Further, the key focus of KM will be on evidence-based learnings and course correction through an approach of MEL (Monitoring Evaluation and Learning). The MEL approach will be integrated in the M&E, KM and MIS functions to improve planning and decision-making for results-based management. Output monitoring will be done with a focus on physical and financial inputs, activities and outputs. A baseline survey is already undergoing, results of which are expected before the Design mission.		
Programme Financial Management	Substantial	Substantial
Programme Organization and Staffing	Substantial	Substantial
Risk: Potential risk exist regarding: (i) potential low FM staff capacity at implementing agencies, (ii) the complex nature of implementation arrangements, including the need for maintaining accounting records for about 1 000+ VDCs/FNGOs in the programme accounting software. Although India has a well-developed accounting profession, IFAD-funded programmes can't attract good quality FM staff due to low salaries and not attractive career perspectives.	Substantial	Substantial

Mitigations: Complete competitive selection of adequately qualified and experienced FM staff for PMU and MPAs.		
Programme Budgeting	Moderate	Moderate
Risk: Potential internal control weaknesses at MPAs and VDCs levels. Budgeting will follow government regulations. Collecting budgets for all MPAs (20) and VDCs (1000+) will be challenging.	Moderate	Moderate
Mitigations: PIM/FMM will have clear roles and responsibilities for budgeting and timelines.		
Programme Funds Flow/Disbursement Arrangements	Substantial	Substantial
Risk: The state government will pre-finance programme expenditures, and IFAD reimburses quarterly. Timely allocation of funds to all MPAs and VDCs will be a vital issue.	Substantial	Substantial
Mitigations: HDFC's online banking module will be implemented to timely allocation of funds and payments		
Programme Internal Controls	High	High
Risk: There are potential internal control weaknesses at MPAs and VDCs levels due to the number of entities involved (1000+) and the low capacity of MPAs and VDCs.	High	High
Mitigations: - limiting fund allocations to VDCs, - the introduction of e-office filing system for all expenditures at VDCs, FNGOs, and MPAs levels - introduction of the online banking system for all implementing partners - the development of PIM and FMM with clear roles for supporting documents filing and accounting record keeping for all implementing partners such as MPAs, VDCs, and FNGOs.		
Programme Accounting and Financial Reporting	High	High
Risk: Accounting records must be maintained for all MPAs (20) plus VDCs (1000+) in one accounting software.	High	High
Mitigations: Implementation of cloud-based Tally accounting software for accounting record keeping financial reporting and accounts reconciliations and use of the services of a consulting firm to reconcile accounts of 1000+ VDCs.		
Programme External Audit	Moderate	Moderate
Risk: State-level CAG will audit programme financial statements. The audit may be delayed due to a shortage of staffing resources and other priorities of CAG.	Moderate	Moderate
Mitigations: PMU will actively follow-up with state level CAG to complete the audit on time.		
Programme Procurement	Substantial	Substantial
Legal and Regulatory Framework	Substantial	Substantial

Risk: The risk that the Borrower's regulatory and institutional capacity and practices (including compliance with the laws) are inadequate to conduct the procurement in a manner that optimizes value for money with integrity	Substantial	Substantial
Mitigations: 1) Review periodically the application procurement in accordance with the Programme Procurement Manual. 2) Review and clear programme procurement plan (consolidated) encouraging the use of competitive procurement methods 3) Provide consolidated procurement information on programme website (opportunities and awards)		
Accountability and Transparency	Substantial	Substantial
Risk: The risk that accountability, transparency and oversight arrangements (including the handling of complaints regarding, for example, SH/SEA and fraud and corruption) are inadequate to safeguard the integrity of programme procurement and contract execution, leading to the unintended use of funds, mis-procurement, SH/SEA, and/or execution of programme procurements outside of the required time, cost and quality requirements.	Substantial	Substantial
Mitigations: 1) Provide confidential report of complains received, under investigation and resolved. 2) Establish appropriate level of procurement reviews post and prior based on risk 3) Identify and report on risk flags during procurement supervision 4) Use IFAD standard bidding documents which include provisions for prohibitive practices and safeguards		
Capability in Public Procurement	Substantial	Substantial
Risk: The risk that the implementing agency does not have sound processes, procedures, systems and personnel in place for the administration, supervision and management of contracts resulting in adverse impacts to the development outcomes of the programme.	Substantial	Substantial
Mitigations: 1) Strengthen procurement arrangements by engaging skilled procurement professionals to manage and support programme procurement at all levels. 2) Periodic training and support to be provided to various implementing agencies teams. 3) Nominations to BUILDPROC training and other trainings at national level institutions for procurement staff. 3) Ad-hoc offsite coaching by IFAD accredited procurement consultant and/or IFAD Staff.		
Public Procurement Processes	Substantial	Substantial
Risk: The risk that procurement processes and market structures (methods, planning, bidding, contract award and contract management) are inefficient and/or anti-competitive, resulting in the misuse of programme funds or sub-optimal implementation of the programme and achievement of its objectives	Substantial	Substantial

Mitigations: 1. The planning and execution of procurement activities will follow IFAD new IT procurement system (OPEN) 2. Procurement Risk Matrix will be updated annually and resolution of gaps. Other IFI MAPS survey report will also be used for identification of risk and deployment of mitigation measures 3. Internal audit team will also review the compliances to the established procurement processes 4. A grievance redressal mechanism will be set up at the programme level to receive complaints and resolution. 5. All solicitation, invitation to bids and contract awards will be published in the Odisha e-procurement portal and programme website.		
Environment, Social and Climate Impact	Substantial	Moderate
Biodiversity Conservation	Substantial	Moderate
Risk: The programme covers a large geographic area and the number of ecosystems affected by programme interventions is substantial. Furthermore, programme areas include, or share a boundary with restricted areas, forest areas, and biodiversity-sensitive ecosystems	Substantial	Moderate
Mitigations: The programme will promote nature-based solutions for ecosystem management, upon consultation with local communities and traditional practices. The programme intends to build environmental resilience by rehabilitating land, promoting soil and water conservation measures, and planting tree-based crops that add to the biodiversity of local ecosystems. The programme will leverage tribal knowledge and promote its use to enhance biodiversity. The convergence activities outside of the scope of this design will be carefully monitored to provide benefits to biodiversity and avoid any potential harm. The programme will therefore have zero forest encroachment and deforestation strategy. The Programme will not impact on any sensitive areas or result in loss of natural habitat and biodiversity.		
Resource Efficiency and Pollution Prevention	Moderate	Moderate
Risk: Risks related to fertilizer and pesticide use as well as Programme activities that promote livestock activities and dairy production may contribute to the increase of GHGs.	Moderate	Moderate
Mitigations: To address this and other possible environmental impacts, the programme will formulate an Environmental and Social Management Plan that will comprise: adequate mitigation measures; climate-smart agriculture practices and adaptation to climate change activities; and the necessary compliance with IFAD environmental, social and climate change safeguard procedures whilst seeking sustainable management of natural resources in the targeted regions.		
Cultural Heritage	Moderate	Low
Risk: The programme is in areas that contain critical tangible and intangible cultural heritage for the scheduled tribes living there. There is a moderate risk that this is negatively impacted or utilized for commercial purpose.	Moderate	Low

Mitigations: The programme has a specific focus on supporting the revival of indigenous and diversified production systems, as well as local handicraft, with an approach to provide fair and equitable sharing of benefits from commercial use of such cultural heritage. FPIC process will ensure ownership and will also allow the identification of any sites of cultural importance for IPs (i.e. burial sites, cultural sites) systematically excluding these areas from programme interventions.		
Indigenous People	Substantial	Moderate
Risk: The programme will be implemented in areas home to IPs. Given their distinct cultural heritage, there is an inherent risk that the programme does not respond to the actual needs and vision of PVTGs and does not result in opportunities for community empowerment, improved livelihoods and general benefits to them.	Substantial	Moderate
Mitigations: FPIC will be undertaken as an iterative tool to ensure co-design and ownership of programme activities. A very important activity is the one related to land allocation. Based on the successful experience of OPELIP, land titling will be supported, with the expectation that this will result in positive impacts on the environment, natural resources, and climate change adaptation. Secure titles to homesteads and land for cultivation will provide social, economic and livelihood security to the PVTGs, restore their sense of dignity, reduce livelihood risks, reduce vulnerability to harassment by local officials and moderate conflicts arising from competing claims on land. The promotion of community institutions and their capacity building and community empowerment will ensure the identification of interventions that are profitable to the PVTGs and will improve their access to nutritious food and markets.		
Labor and Working Conditions	Moderate	Moderate
Risk: Agriculture continues to be the main source of employment for the majority of PVTGs, mostly subsistence agriculture, and increasingly casual labor. Wage rate for PVTGs are lower in the case of casual labor. Programme will operate in adequately nationally regulated activities; however, risks emerge as PVTGs often face discrimination and exclusion.	Moderate	Moderate
Mitigations: Programme will focus on livelihood promotion for on and off farm livelihood activities. Programme will support agricultural work to be more sustainable and productive – including through titling of agricultural land. The work related to market infrastructure, processing centers, etc. will ensure regulations for work safety are applied. The convergence activities related to labour will be carefully monitored and ensure they promote decent working conditions. The programme will completely focus on tribal population and PVTGs and will avoid discrimination and will effectively seek FPIC.		
Community Health and Safety	Moderate	Moderate

Risk: PVTGs often lack access to basic services such as education, health, drinking water, sanitation and other social services. Malnutrition is a significant issue in Odisha State particularly among women and children. The programme is situated in an area where negative impacts from water-borne or other vector-borne diseases are possible.	Moderate	Moderate
Mitigations: Food and nutrition security will be enhanced by up-scaling and out-scaling successful nutrition activities under the OPELIP, including home gardening, nutrition, reproductive health. Activities to enhance women's self-confidence and lead to their overall empowerment (i.e. by organising them, providing opportunities and skills to participate in decision-making processes in the community, etc.) will also have a positive impact in terms of reducing risks related to community health and safety The programme will put in place measures to lower water-borne or other vector-borne diseases risk of building on OPELIP lessons improving water management.		
Physical and Economic Resettlement	Moderate	Moderate
Risk: No physical or economic resettlement will be carried out due to programme's activity	Low	Low
Mitigations: A Resettlement Action plan may need to formulate as per IFAD guidelines.		
Greenhouse Gas Emissions	Moderate	Low
Risk: Programme activities that promote livestock activities and dairy production may contribute to the increase of GHGs.	Moderate	Low
Mitigations: Programme will promote climate-smart, organic/natural farming including supporting only organic/natural inputs for fertility and pest management. Further, farmers will be encouraged to grow crops other than paddy in the AICs. Both these measures will lead to reduced GHG emissions. Among ruminants, only goats are being supported in the programme. They have the least GHG emissions per unit of body weight among ruminants.		
Vulnerability of target populations and ecosystems to climate variability and hazards	Substantial	Moderate
Risk: Smallholder farmers and target groups display a moderate awareness of climate risks and related adaptive and mitigation measures.	Substantial	Moderate
Mitigations: Programme efforts to build the adaptive capacities of its beneficiaries must emphasize the need for disaster risk planning, climate resilient cropping, and reduced post-harvest losses, among other interventions that build the beneficiary's capacity to cope with, or recover from, the effects of climatic shock events		
Stakeholders	Moderate	Low
Stakeholder Engagement/Coordination	Moderate	Low
Risk: Insufficient consultation / engagement with stakeholders on key programme interventions	Moderate	Low

Mitigations: Government at state level and national level including lead implementing agency along with other line departments will be consulted and through collaborative process the design will be developed for the new phase. Follow up of the FPIC implementation and stakeholder engagement plan		
Stakeholder Grievances	Moderate	Low
Risk: The programme beneficiaries have no channel to voice their grievances. In the current phase of the programme, there is a mail drop facility established at PMU and each MPA, an executive assistant has been given the responsibility of collating and reporting these grievances to Programme Director on weekly basis for necessary action. At district and block level, there is a grievance redressal mechanism of government administration, in which the District Collector and Block Development officer conduct a weekly review meeting on the grievances received. Special Officer from Micro Programme Agencies have to attend these weekly review meetings to address any grievances related to the programme	Moderate	Low
Mitigations: The community platforms through Gram Sabhas and village development associations offer platform for beneficiaries to voice their grievances. Following counter measures will be put in place regardless • Development of FPIC, Stakeholder Engagement Plan and Grievance Redress Mechanism. • Information disclosure norms – particularly in Odia language or in a verbal form (considering the diversity of PVTG dialects) – will be determined on the basis of consultations and in a transparent manner. • GRM-related training, formal record maintenance and resolution approaches, and monitoring mechanisms will be a part of capacity development which will be budgeted. Awareness of GRM will be a part of SEP and FPIC-related processes		